

**ENVIRONNEMENT.** Seul participant provençal au Grenelle, Alain Matesi dénonce "un processus englué".

## Le coup de gueule du négociateur du Grenelle

**P**résident de l'association "CoLLeCt-IF" qui est basée à La Ciotat, Alain Matesi milite depuis plusieurs années pour la suppression des sacs plastiques dans les hypermarchés: en 3 ans, on est passé de 17 milliards de sacs distribués à 6 milliards. Cette action lui a permis d'être nommé par l'Alliance pour la planète, qui rassemble 80 associations et syndicats dont Greenpeace, le WWF ou la CFDT, comme négociateur lors du "Grenelle de l'environnement".

**Comment avez-vous été retenu?**

"Dès la création de l'Alliance pour la planète, j'ai été très actif: chaque fois que j'allais à Paris, je ne faisais pas du tourisme. Lorsqu'il a fallu désigner les négociateurs, j'ai mis en avant mon expérience professionnelle d'ingénieur en bâtiment, qui m'a permis de monter des opérations de A à Z, de développer ma capacité à convaincre. C'était assez tendu, les places étaient peu nombreuses et il y avait beaucoup de candidats. Finalement, j'ai été élu pour participer au groupe 2, "Préserver la biodiversité et les ressources naturelles".

**Avez-vous été critiqué?**

Bien sûr. Dans le milieu, on m'a accusé de cautionner Sarkozy. Le risque existait, mais j'étais convaincu de la nécessité de se confronter à l'adversaire. Du débat naît la créativité. Au final, je tire un bilan très positif de cette expérience: c'était un ren-

dez-vous humain avec un espoir énorme et beaucoup d'interrogations, de curiosités, de découvertes. **Luttiez-vous à armes égales avec les représentants du patronat ou des collectivités locales?**

Pas du tout. Ils pouvaient s'appuyer sur des nuées d'experts et de techniciens. En plus, ils étaient payés pour être là, alors que nous étions bénévoles. Ça a duré quatre mois, avec des réunions et un travail intense. Au bout d'un moment, nous avons

opacité totale: depuis la remise publique des conclusions, rien ne se passe en concertation avec les ONG et les syndicats. Le risque, c'est que les mesures annoncées se transforment en mesurette, que tout ceci n'ait été qu'une opération de communication. Tous les groupes de pression sont à la manœuvre, on ne peut pas accepter que la parole de l'État soit reniée. Borloo a l'air sympa, mais il affiche un positivisme qui n'a pas lieu d'être. Le processus est en

panne, il est englué. On l'a vu sur les OGM, sur l'incinération, sur les autoroutes, sur l'écopastille...

**Durant le Grenelle, vous avez œuvré pour le parc national des calanques. Avec succès?**

Il n'a pas été facile de persuader mes collègues que ce dossier était une priorité. J'y suis parvenu en défendant la Méditerranée comme espace environnemental d'excellence, avec des enjeux économiques forts. Le problème, c'est que, quand j'en discutais avec le

ministère de l'Environnement, on m'a expliqué que Jean-Claude Gaudin bloquait le truc. Depuis, sous la pression des élections et de la campagne des municipales, il a fini par démarrer. Mais il a fait perdre au dossier près de deux ans. Et ça coïncide toujours avec lui: alors que Nathalie Kosciusko-Morizet, la secrétaire d'État à l'Écologie, est à fond pour le parc, il avance à 2 à l'heure...". ■

Propos recueillis par Fred Guilledoux



Alain Matesi, de La Ciotat à l'Élysée.

MARIE-CECILE BERENGER

demandé au gouvernement la prise en charge des frais de transport et d'hébergement.

**Comment vivez-vous l'après-Grenelle?**

Avec inquiétude. Alors que nous sommes censés entrer dans la phase active du processus, on sent que la grosse cavalerie joue contre nous. Il y a eu le discours de Sarkozy, qui nous a bluffés, et la réalité des ministres qui freinent des quatre fers. Par exemple, Barnier, sur les OGM ou sur la pêche. Il y a une